

RENCONTRE AVEC... SIHEM HABCHI

## «Il faut dire aux femmes que la République les protège»

le 06.10.2009 | 04h00

[imprimer](#)   [envoyer](#)   [recommander](#)   [commenter](#)


Née de parents immigrés algériens, Sihem Habchi, 34 ans est diplômée en multimédia et ingénierie de formation. Elle est présidente de Ni putes ni soumises depuis 2007, après avoir milité quatre ans dans le mouvement. Elle remplace ainsi Fadela Amara, nommée secrétaire d'État à la politique de la Ville.

**Le mouvement Ni putes ni soumises a été créé en 2003. Êtes-vous aujourd'hui sur les mêmes bases ?**

Exactement. Les conditions de vie des femmes sont toujours aussi dramatiques dans les quartiers populaires. Elles continuent à se dégrader. La seule chose qui a changé, c'est la parole qui s'est libérée sur les violences sexuelles, familiales, discriminatoires. Ce qui ne signifie pas que celles-ci se sont arrêtées, au contraire.

**Qu'est-ce qui évolue ?**

Pas grand-chose dans la réalité. Nous avons, par exemple, participé à la charte des victimes, pour un meilleur accueil dans les commissariats. Mais, on constate que les policiers ne viennent toujours pas dans les quartiers populaires et que les attitudes ne bougent pas vraiment. Il y a encore des plaintes qui ne sont pas prises. Il y a peut-être une prise de conscience, peut-être une volonté politique affichée mais quand on parle de dispositif concret, c'est le mur. C'est la même chose pour les hébergements d'urgence. Une catastrophe! Les associations se débrouillent pour trouver des solutions lorsque les femmes doivent fuir...

**Il y a l'idée du bracelet électronique ?...**

Ce n'est pas une mauvaise idée, mais on ne peut se contenter de cela. Car, on ne peut être certain, loin de là que la police intervienne suffisamment rapidement. Les hommes violents doivent aussi être

▼ PUBLICITE ▼

**VOYEZ COMMENT SAP PEUT VOUS AIDER À AMÉLIORER LA VISIBILITÉ DANS VOTRE ENTREPRISE**

► PLUS DE CLARTÉ

THE BEST-RUN BUSINESSES RUN SAP™ **SAP**

accompagnés. Ce qui n'est pas le cas. Si les violences faites aux femmes étaient considérées comme une question d'intérêt général, elles mobiliseraient tous les services de l'État !

**Vous avez déclaré que la loi sur le voile était nécessaire mais pas suffisante. Que souhaitez-vous ?**

En 2004, nous avons mis sur le tapis l'obscurantisme rampant qui annexe le corps des femmes et l'utilise comme un étendard pour un projet de société revendiquant la séparation des sexes. Cette loi n'est pas suffisante. On a aussi besoin de pédagogie pour briser le silence. Je remarque qu'il n'y a pas eu de litige après la loi. On a réussi à sanctuariser l'école. En revanche, des associations contre la Ligue des droits de l'homme ou la Ligue de l'enseignement peuvent continuer leur travail de sape. Ce sont des groupuscules soutenus par certains élus qui défendent des gymnases non mixtes ou des horaires de piscine différents.

**Êtes-vous favorable à une loi contre le voile intégral ?**

Moi, je ne veux pas de voile. Je répète qu'il faut travailler sur la pédagogie. Mais s'il faut en passer par une loi, pourquoi pas ? On ne peut pas se regarder dans une glace en se prétendant républicain et accepter des femmes fantômes au prétexte qu'il ne faut pas stigmatiser les populations immigrées. Ne pas les stigmatiser, ce serait justement les considérer comme égales. Il faudrait que les bobos arrêtent avec ce genre d'arguments! Certaines structures censées défendre les droits de l'homme sont devenues les alliées des archaïques. Les femmes n'ont pas à porter des ceintures de chasteté. Nous aussi on a le droit de kiffer, d'avoir des rapports sexuels, d'être homos... Si nous ne sommes pas clairs sur la burqa on ne peut pas soutenir des femmes qui se battent pour porter un pantalon dans d'autres pays...

**Certaines femmes affirment qu'il s'agit d'un choix...**

Elles ont complètement intériorisé leur infériorité ou se sont soumises à un harcèlement quotidien. C'est une manière d'acheter leur tranquillité, d'accepter la loi du plus fort, celle des islamistes. Mais, il y a une alternative à proposer à ces citoyennes. Pour des femmes de ma génération, ou de celle de Fadéla Amara, cette alternative existait. Aujourd'hui, on abandonne. Il faut un message clair : dire que la République protège et proposer un vrai chemin vers l'émancipation.

**Fadéla Amara, votre ancienne présidente, est au gouvernement ? Fait-elle bouger les choses ?**

Fadéla est un levier. Au niveau de la base, des associations, il faut continuer à battre le fer. Je crois qu'on en attendait trop de «l'Arabe de service au gouvernement». Elle est la mieux placée pour aborder le domaine qu'elle a en charge. Mais, il faut aussi que la noblesse d'État s'y mette, et cesse de considérer les quartiers comme des lieux de relégation, sinon elle se retrouvera face à face avec les classes populaires.

Recueillis par Muriel Florin